

Deux événements en un : Sambé- Sambé couplé avec l'atelier de relecture de la carte nationale hospitalière

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 03 AVRIL 2025

1753

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Crise à l'Hôpital du Mali

Les médecins suspendent

les admissions



Justice et dignité humaine : La santé de Bouaré Fily Sissoko se dégrade en détention



Mali : Opération antiterroriste réussie près de la frontière sud-est du pays



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

P.9



P.12



P.16



Une /

Crise à l'Hôpital du Mali : Les médecins suspendent les admissions

P.4

Brèves /

Justice et dignité humaine : La santé de Bouaré Fily Sissoko se dégrade en détention

P.9

Deux événements en un : Sambé- Sambé couplé avec l'atelier de relecture de la carte nationale hospitalière

P.9

Complicité Assimi Goïta-Abdoulaye Maïga : Quoi de plus normal pour la stabilité au sommet de l'État !

P.10

Mali : Opération antiterroriste réussie près de la frontière sud-est du pays

P.10

Actualité /

Mauvaise gestion du MEREFSFD : Des travailleurs rompent le silence

P.12

Plus d'un milliard FCFA volatilisé à la SOMAGEP : Qui l'aurait cru qu'en 3 ans et 4 mois de gestion, l'on en serait là

P.14

Politique /

Célébration du 26 mars : Les non invités

P.16

Risques d'apatridie au Mali et de la diaspora : La faute à l'administration

P.18

Culture & société /

Anciens manuscrits : Un trésor inexploité au Mali

P.21

International /

Décès de Maître Koureysi Ba : Repose en paix Maître !

P.22

Russie : 25e Anniversaire de l'Élection de Vladimir Poutine à la Présidence

P.24

L'évolution des droits des femmes en Chine et la coopération internationale :

Une approche pragmatique et efficace

P.26

Sport /

Classico des Amériques : L'Argentine triomphe une fois de plus face au Brésil

P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Crise à l'Hôpital du Mali **Les médecins suspendent les admissions**

Depuis ce mardi à 12 heures, l'Hôpital du Mali est en proie à une crise majeure. Les médecins, soutenus par les trois principaux syndicats du secteur, ont pris une décision radicale : suspendre toute nouvelle admission de patients. Cette mesure fait suite à l'incarcération du professeur Broulaye Samaké, un médecin respecté de l'hôpital, pour une affaire d'expropriation contestée par ses pairs.

Le mouvement de protestation, qui s'étend également au Centre Hospitalier Universitaire Gabriel Touré, est motivé par le jugement arbitraire à l'encontre du professeur Samaké, dont la légalité des documents fonciers est affirmée par ses collègues. Les syndicats, notamment le Syndicat National de la Santé, de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme ainsi que le Syndicat des Médecins du Mali (SYMEMA), exigent la libération immédiate du médecin incarcéré.

Les médecins se fondent sur différents textes juridiques, tels que la Constitution malienne, la Charte de la Transition, les conventions de l'OIT et la loi hospitalière de 2002, pour justifier leur mouvement de protestation. Ils dénoncent une justice qu'ils estiment partielle et expéditive dans cette affaire.

Cette grève a des conséquences directes sur les patients, qui se retrouvent privés d'accès aux soins d'urgence à l'Hôpital du Mali. Cette situation pousse certains à chercher des alternatives, tandis que d'autres pourraient renoncer aux soins en raison du manque d'infrastructures hospitalières disponibles.

Face à cette crise, des organisations de la société civile appellent le gouvernement à intervenir rapidement pour résoudre le conflit. Les syndicats maintiennent leur position ferme : tant que le professeur Samaké sera détenu, les admissions resteront suspendues. Les négociations avec les autorités semblent dans

l'impasse, et si aucune solution n'est trouvée rapidement, d'autres établissements hospitaliers du pays pourraient être touchés par la paralysie du système de santé.

La situation à l'Hôpital du Mali reflète un profond malaise au sein du secteur de la santé malien, mettant en lumière les tensions entre les praticiens et les autorités judiciaires. Les enjeux sont cruciaux, car la santé et la vie de nombreux patients dépendent de la résolution rapide de ce conflit. La situation décrite met en lumière des enjeux majeurs liés à l'indépendance de la justice, aux conditions de travail des professionnels de santé et à l'accès aux soins au Mali. L'arrestation du professeur Broulaye M. Samaké et la réaction du personnel du CHU Gabriel Touré soulignent des problèmes profonds qui nécessitent une attention particulière.

Le fait que le personnel médical ait décidé d'entamer un arrêt de travail pour exiger la li-



bération du professeur Samaké montre l'importance qu'ils accordent à cette affaire et leur engagement envers la justice. Il est également louable de noter que malgré cet arrêt de travail, les travailleurs ont assuré la continuité des soins pour les patients déjà hospitalisés, démontrant ainsi leur dévouement envers les malades.

Le courrier adressé au directeur général du CHU par le Syndicat National de la Santé, de l'Action Sociale et de la Promotion de la Famille met en lumière les revendications du personnel médical et leur volonté de trouver des solutions pour résoudre ce conflit de manière pacifique. La mobilisation du syndicat, qui a également contacté diverses institutions gouvernementales, souligne l'importance de cette affaire à l'échelle nationale.

Les autorités concernées vont-elles réagir de manière appropriée à cette situation afin de prévenir toute détérioration supplémentaire de la situation sanitaire nationale. La recherche d'un compromis équitable et la résolution rapide de ce litige foncier sont essentielles pour garantir un retour à la normale au sein du CHU Gabriel Touré et éviter une paralysie du système de santé à l'échelle du pays.

Le soutien apporté par le syndicat des médecins du Mali au professeur Broulaye Samaké met en évidence la solidarité au sein de la

communauté médicale face à des situations injustes. Il est essentiel que toutes les parties concernées travaillent ensemble pour trouver des solutions qui bénéficieront à la fois aux travailleurs de la santé, aux patients et à l'ensemble de la population malienne. La déclaration mentionnée met en avant l'importance de la présence des agents de santé, en particulier des médecins professeurs, dans les hôpitaux pour prendre soin des patients et former les étudiants en médecine. L'auteur souligne que ces professionnels ne devraient pas être détournés de leur mission première pour intervenir dans des institutions telles que les prisons. En outre, il met en garde contre le risque que d'autres agents de santé soient également concernés à l'avenir.

Le syndicat appelle donc ses membres à rester mobilisés et à attendre des consignes pour des actions à venir, notamment des rassemblements. Cette mobilisation suggère une préoccupation quant à la répartition des ressources humaines dans le secteur de la santé et met en lumière les enjeux auxquels sont confrontés les professionnels de la santé dans l'exercice de leurs fonctions.

La santé publique est un domaine crucial qui nécessite une attention constante et des ressources adéquates pour assurer le bien-être de la population. Il convient donc de trouver

un équilibre entre les différentes responsabilités des agents de santé afin de garantir des services de qualité tant pour les patients que pour les étudiants en formation.

Yacouba Ongoiba



■ Yeah Samake



Quel bonheur de voir briller la jeunesse malienne à l'étranger !

Hier soir, j'ai eu l'immense plaisir d'être invité dans un restaurant huppé de l'Utah par un jeune leader plein de promesses : Mamadou SAMAKÉ.

Originaire de Bougouni, Mamadou est arrivé ici aux États-Unis il y a à peine deux ans. Aujourd'hui, je constate avec une grande fierté son intégration remarquable sur le plan académique, social et professionnel. Ambitieux, respectueux et déterminé, il incarne cette jeunesse malienne qui inspire confiance et espoir.

Merci, cher Mamadou Samake, pour cette belle soirée et cette marque de reconnaissance qui m'a profondément touché. Continue d'avancer avec foi et persévérance — le Mali te regarde avec admiration !

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR
#FiertéMaliene #JeunesseEngagée #Leadership #DiasporaMali



■ Daouda Bakary Kone



L'armée Malienne a donné une dernière leçon à l'Algérie hier soir..avec le bombardement massif des terro-terro à la frontière (Tinzawatene), comme pour dire que vous vouliez que notre armée ne mène plus des mouvements, beah nous sommes là ce Soir..tiè c'est fort...

En Ouganda, l'Etat a conclu, le 30 mars 2025, un accord avec la société Alpha MBM Investments LLC, basée aux Émirats arabes unis, pour la construction de sa toute première raffinerie de pétrole pour 4 milliards de dollars située dans la région du Graben Albertine, à l'ouest du pays.

Suivre

Awa Sène Sarr, karaba la sorcière
L'actrice sénégalaise (célèbre film Kirikou)



■ Kallimy Hamit



Bebey Anakazi refuse catégoriquement de relever le défi lancé par un inconnu
Contacté, un proche de Bebey Anakazi confirme ce refus.

Un jeune homme du nom de "Rasta" avait proposé à Bebey Anakazi, double vainqueur de rallye en Libye, un défi de course automobile avec des Toyota. Bebey Anakazi a décliné, estimant que ce type de défi ne correspond pas à son niveau. Il considère cette proposition comme une compétition de quartier et la rejette. Il invite quiconque souhaitant le défier à se rendre dans le Sahara.

Tchad Dari



■ Malick Konate



À Cotonou, j'ai co-animé un panel sur le thème « défis et opportunités : OSINT, factchecking et campagnes digitales pour un activisme efficace » lors de l'École de l'Activisme, organisée par la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, qui a rassemblé plus de vingt activistes issus de divers pays africains.

Ce fut un moment de partage et d'engagement citoyen en faveur d'une gouvernance exemplaire dans nos pays respectifs. J'ai eu l'opportunité de rencontrer des jeunes talents profondément engagés et résolus à défendre les causes de leurs communautés.

#Bèki_Takè #FIDEMO



Abdoul Niang

Urgent : On apprend à l'instant même que le préfet d'ansongo est kidnappé par les GAT à une trentaine de Km d'Ansongo en partant vers Gao.

■ Ouverture Média - OM



#OM INFO : #TINZAOUATEN

Les FAMa ont été très précis, dans cette nuit à 02 kms de la Frontière Algérienne notamment à Tinzaouaten. Des Groupes Armées Terroristes ont été neutralisés avec armes, bagages et logistiques.

Ibou SY



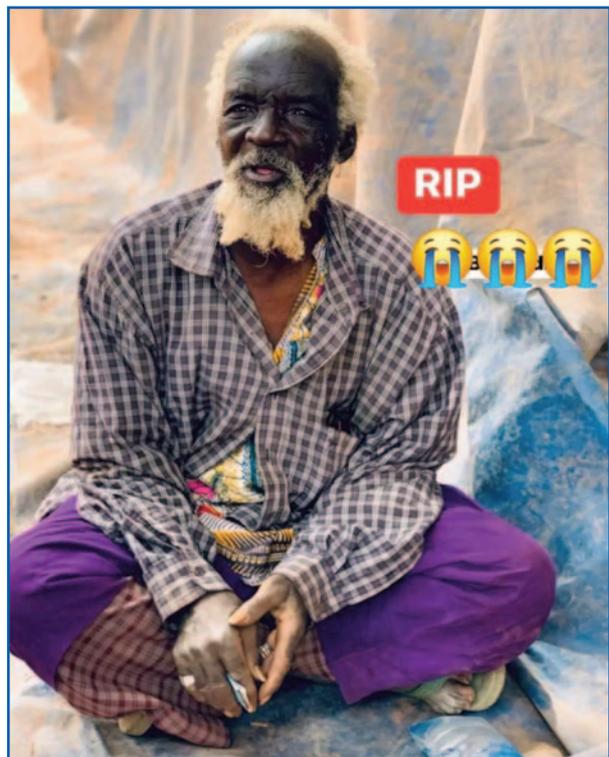
■ Culture Maliennes



Triste nouvelle

Nous venons d'apprendre le décès du vieux Al-mamy !

Nos sincères condoléances à sa famille que son âme repose en paix



Gabriel Dekaa



En moins d'une semaine, après des posts de plusieurs personnes dont moi, disant que ce petit garçon mérite une appréciation et une compensation de la part des "Créateurs de contenu" ; parce que ses clips vidéo ont été l'un des plus grands et 90% des créateurs de contenu utilisent sa vidéo.

Ceci est arrivé aux oreilles des créateurs de contenu. Et devinez quoi? Ils ont récolté 50 millions pour ce garçon qui a donné aux créateurs de contenu un clip à toujours utiliser pour leur vidéo.

Il s'appelle Albert.

Albert est officiellement millionnaire et sa vie et celle de sa famille est sur le point de CHANGER officiellement pour de BIEN.

Une chose à propos de la vie, c'est que les choses peuvent être lentes ou retarder, mais les bonnes choses vous localiseront toujours.

Après 3-4 ans sans gagner un dollar, Albert est maintenant millionnaire.

Leçon de morale : le retard n'est pas le déni.



Adam Dicko



Il est pathétique de constater que certains (hommes et femmes) sont plus préoccupés par le fait que ces images circulent sur les réseaux sociaux que par la violence elle-même. Leur problème n'est pas la souffrance des victimes, mais la visibilité de cette réalité.

Pourquoi devons-nous encore entendre ces phrases ?

"Gère ça en privé, avec ton mari et ta famille."

"Si tu dénonces, on te traite de folle."

"Si tu cherches de l'aide, on te qualifie de menteuse."

Cette violence est une honte pour nous tous ! Chaque être humain a le droit de vivre sans peur, de s'exprimer librement et de retrouver son humanité. C'est une question de dignité et non de SEXE.

Et ceux qui disent : "Moi, si tu touches à ma fille ou à ma sœur...bla-blabla" devraient vraiment réfléchir.....car dans la réalité, beaucoup d'entre vous accompagnent ces femmes (vos filles , soeurs ,cousines etc..) chez leurs agresseurs.

👮 Il est temps de dire STOP ! dénoncer ces injustices et soutenir/comprendre celles qui souffrent.

#Indignation

#StopViolences

#BrisonsLeSilence

Si tu trouves la publication dramatique, ne lis surtout pas les commentaires !

On finira par y arriver



Justice et dignité humaine : La santé de Bouaré Fily Sissoko se dégrade en détention



Depuis août 2021, Bouaré Fily Sissoko est en détention provisoire dans le cadre de l'affaire de l'avion présidentiel et des équipements militaires. Son état de santé s'est aggravé ces dernières semaines, suscitant l'inquiétude des associations de défense des droits de l'Homme qui appellent à une évacuation sanitaire avant la reprise du procès.

L'affaire a récemment été remise en lumière par les auditions de personnalités telles que Moussa Mara, Oumar Tatam Ly et Madani Touré devant la Cour suprême, attirant ainsi l'attention du public. Cependant, la santé fragile de Mme Bouaré Fily Sissoko suscite des préoccupations croissantes. Des sources crédibles révèlent que des représentants de la justice se sont rendus à son chevet pour évaluer son état de santé. Les appels en faveur d'une évacuation sanitaire se multiplient, avec des associations et des avocats demandant aux autorités de la Transition, en particulier au président, de garantir des soins médicaux adéquats à Mme Bouaré. Ces demandes sont motivées par la crainte de répéter le drame de notre aîné feu Soumeylou Boubèye Maïga, ancien Premier ministre décédé en détention malgré des nombreuses alertes médicales. En septembre 2024, les avocats de Mme Bouaré avaient demandé une liberté provisoire pour leur cliente, demande rejetée par la Cour suprême au motif que sa détention était nécessaire à la manifestation de la vérité. Cette décision a suscité des débats, car la détention provisoire est censée être une mesure exceptionnelle et la présomption d'innocence un principe fondamental.

Malgré l'absence de preuves convaincantes présentées contre les accusés lors des récents procès, Mme Bouaré demeure en détention depuis près de 4 ans sans condamnation. Cette situation met en lumière les failles du système judiciaire et soulève la question de la conciliation entre justice et dignité humaine. En tant que présumée innocente, Mme Bouaré mérite des soins appropriés, quel que soit l'issue de son procès.

La situation de Bouaré Fily Sissoko met en évidence les défis auxquels est confrontée la justice malienne et souligne l'importance de garantir à tous les individus un traitement respectueux de leur dignité et de leurs droits, même en période de procédure judiciaire.

Fatou Sissoko

Deux événements en un : Sambé- Sambé couplé avec l'atelier de relecture de la carte nationale hospitalière



Le médecin colonel Assa Badiallo Touré, ministre de la Santé et du Développement Social, a présidé avec succès le mardi 1er avril 2025, à l'Institut National de Santé Publique (INSP), les travaux de l'atelier national de révision de la carte nationale hospitalière. Cet événement d'une grande importance a été combiné avec la traditionnelle cérémonie du Sambé-Sambé, qui a lieu chaque année après la fête. L'objectif principal de cet atelier était d'aider le département de tutelle à trouver des solutions pour rendre le système de santé au Mali plus performant. La carte nationale hospitalière est un outil normatif crucial qui établit les normes des établissements hospitaliers. Sa révision permettra de soutenir les efforts visant à améliorer la performance des établissements de santé, conformément aux directives des autorités et aux recommandations des états généraux de la santé. Le ministre de la Santé a souligné l'importance de cette révision pour définir de nouveaux critères pour chaque spécialité médicale et type d'activité hospitalière, afin d'assurer la qualité et la sécurité des soins, ainsi que de bonnes conditions de travail pour le personnel soignant.

La révision de la carte nationale hospitalière vise également à désengorger les hôpitaux qui font face à des défis en termes d'accueil des patients et de disponibilité de ressources humaines adéquates. Des normes de qualité seront définies par décret pour une période maximale de cinq ans, en prenant en compte les besoins spécifiques et la taille de chaque hôpital, en fonction de l'évolution des pratiques médicales. Lors de la cérémonie du Sambé-Sambé, le secrétaire général du ministère de la Santé et du Développement Social, Dr Abdoulaye Guindo, a souligné la mission et la vision du département, réaffirmant l'engagement total du personnel de la santé et du développement social à relever les défis. Le médecin colonel Assa Badiallo Touré s'est félicité de la solidarité de ses collaborateurs et a formulé des bénédictions pour le pays et ses concitoyens, en encourageant les responsables des services relevant de son ministère à promouvoir la paix, l'unité et la cohésion sociale. Les représentants des confessions religieuses musulmane et chrétienne ont exprimé leur espoir pour le retour de la stabilité au Mali. En conclusion, cette révision de la carte nationale hospitalière représente une avancée majeure dans l'optimisation du système de santé au Mali, sous la direction éclairée du ministre Assa Badiallo Touré et de son équipe dévouée.

Mohamed N'Diaye

Complicité Assimi Goïta-Abdoulaye Maïga : Quoi de plus normal pour la stabilité au sommet de l'État !



La gestion du pouvoir est une gymnastique difficile. Elle l'est encore lorsqu'au niveau de l'exécutif, il y a deux voix au lieu d'une, celle du président de la République, la première institution du pays. Les maliens se réjouissent, aujourd'hui, d'avoir un Président de la transition qui s'entend parfaitement avec son Premier ministre. Ce qui n'était pas le cas, il y a quelques plus de 100 jours.

Au Mali, la nouvelle constitution largement approuvée par le peuple malien et promulguée le 23 juin 2023 est claire par rapport aux relations entre le Président de la République et le Premier ministre. Elle indique que le Premier ministre met en œuvre la politique du Président de la République. Et c'est ce que l'actuel locataire de la primature est en train de faire. Le Général de division Abdoulaye Maïga, il faut le reconnaître, exécute à la lettre cette disposition de la constitution. Est-ce à dire qu'il a les pieds et les mains liés envers le Général d'armée Assimi Goïta? En tout cas, certains n'ont pas manqué de le qualifier comme tel. Et pourtant, ils savent pertinemment que c'est dans la subordination du Premier ministre au Président de la République que l'État peut bien fonctionner.

L'histoire très récente nous a démontré une situation peu enviable qui se passait au sommet de l'État. En effet, Choguel Maïga, l'ancien Premier ministre, pendant son séjour de trois ans à la primature, a soufflé le chaud et le froid. Tantôt, il fait semblant d'adouber le Chef de l'État, tantôt, il se démarque, à travers les réseaux sociaux, en prenant des positions à l'encontre de son chef hiérarchique. Plusieurs exemples peuvent illustrer ce comportement inconstant du président d'une aile du M5-RFP. Par rapport à la crise énergétique, il n'a pas hésité à dire qu'il n'est au courant de rien et que c'est le chef de l'État qui gère ce dossier. Il a apporté son soutien à un mémorandum, "pondu" par la tendance du M5-RFP qui lui est favorable, critiquant ouvertement la gestion de la transition. Il a, aussi soutenu un de ses conseillers qui a publiquement accusé le président du Conseil National de la Transition et le Ministre d'État d'alors d'être ceux qui s'activent pour "casser" le M5-RFP. Avec de telles affirmations, l'on constate aisément qu'il y a une fissure au sommet de l'État. En d'autres termes, de tels comportements entre un Premier ministre et un Chef de l'État ne peuvent pas contribuer à une bonne gestion des affaires publiques.

Si aujourd'hui, il y a un Premier ministre qui souffle dans la même trompette que le Président de la transition, quoi de plus normal et de légal

Mali : Opération antiterroriste réussie près de la frontière sud-est du pays



Dans le cadre des opérations de sécurisation en cours sur l'ensemble du territoire national, les Forces Armées Maliennes (FAMA) ont annoncé avoir anéanti un convoi terroriste dans la nuit du 1er au 2 avril 2025, à proximité de la frontière sud-est. Cette information a été rendue publique ce mercredi 2 avril 2025 dans un communiqué de l'état-major général de l'armée.

L'opération a été menée lors d'une mission de surveillance routinière, au cours de laquelle un véhicule tout-terrain transportant des combattants armés et du matériel logistique a été repéré à 3,5 km au sud-est de Tin-Zaouatene, à seulement 2 km de la frontière. Grâce à des renseignements techniques et humains, la nature hostile de la cible a été confirmée, et l'intervention a été qualifiée de succès par l'État-Major Général des Armées. L'analyse post-intervention a révélé la présence de quantités importantes de substances explosives à bord du véhicule, confirmant ainsi le caractère stratégique de cette neutralisation.

Les FAMA ont souligné que les opérations de traque des groupes terroristes se poursuivront, notamment dans les régions Nord-Est et Sud-Est, où plusieurs bases et cachettes ont été identifiées dans un rayon de 400 km autour de Kidal.

L'État-Major a lancé un appel aux populations pour qu'elles se tiennent à l'écart des terroristes et signalent toute activité suspecte. Il a également mis en garde les "sponsors et complices" de ces groupes. Il a rappelé l'importance de la coopération entre les forces armées et les civils pour éradiquer la menace terroriste.

Les opérations de sécurisation se poursuivront sur l'ensemble du territoire, avec une attention particulière portée aux zones frontalières. Cette action démontre l'engagement des FAMA dans la lutte contre le terrorisme et la protection de la population malienne.

Fatou Sissoko

pour une stabilité au sommet de l'État. Donc, quand il y a stabilité à ce niveau, cela veut dire qu'il n'y a pas de jeu d'intérêts individuels, et que la gestion des affaires se fait de façon très normale. Cessons de chercher le foin dans le sable!

Youssef Konaré
Source : Le Nouveau Réveil

COMMUNIQUÉ INPS



“

La direction générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les retraités maliens bénéficiant d'une pension inférieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50 000 FCFA) de l'arrêt définitif des paiements des pensions à la caisse le 31 mars 2025.

Afin d'éviter d'éventuelles perturbations dans le paiement des pensions, les pensionnés concernés sont priés de fournir au plus tard le 04 avril 2025 dans leurs lieux de paiement habituels :

- **un relevé d'identité bancaire (RIB) pour ceux qui souhaiteraient être payés à la banque,**
- **ou une fiche d'identification délivrée par un opérateur mobile pour ceux qui souhaiteraient être payés par mobile paiement.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

”

Bamako, le 19 mars 2025
La Direction Générale

Mauvaise gestion du MEREF-SFD : Des travailleurs rompent le silence



Le contrôle effectué sur la gestion du Mécanisme de Refinancement des Systèmes Financiers Décentralisés (MEREF-SFD) par le Bureau du Vérificateur Général, est édifiant : la gabegie au sein de cette structure a occasionné une série de malversations pendant les périodes 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023. Les irrégularités financières décelées s'élèvent à une somme astronomique de plus de 181 millions FCFA (181 668 722 F), impliquant directement, la gestion du Coordinateur du MEREF-SFD, Madani Koumaré et sa bande

« Nous avons honte, aujourd'hui, de dire que nous sommes des travailleurs du Mécanisme de Refinancement des Systèmes Financiers Décentralisés ; car, la structure a perdu son prestige d'antan. A la mauvaise gestion des fonds, s'ajoute un désintéressement quasi-général pour le travail d'agent du MEREF-SFD.

Sans compter les scandales, qui ne finissent pas de finir au sein de cette structure de financement ... ».

Les gestes hauts et forts, un travailleur du MEREF-SFD résume, en ces termes, la situation désastreuse de sa structure. Et son collègue d'ajouter, ému : « tout ce que nous demandons, à nos autorités, c'est de traduire les auteurs de ces malversations financières devant la justice. Et à défaut, de nous débarrasser de notre encombrant Coordinateur qui a précipité le Mécanisme de Refinancement des Systèmes Financiers Décentralisés de notre pays dans l'abîme ».

En effet, selon nos sources, le MEREF-SFD est dans l'agonie. Irrégularités financières à la pelle, corruption, népotisme... seraient à l'origine de la mort prématurée de cette structure, pourtant promue à un bel avenir.

D'abord, la mauvaise gestion. A en croire nos sources, elle va de mal en pis. Et aujourd'hui, de pis en pire.

D'embrouilles en magouilles

Pendant les périodes 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023, expliquent nos interlocuteurs, le sport favori du boss du MEREF-SFD a été « l'indiscipline budgétaire » qui s'est traduite par la gabegie. Sur la base de documents en main, un travailleur explique le dysfonctionnement du dispositif de contrôle interne du MEREF-SFD. S'y ajoute, la vérification financière du Bureau du Vérificateur Général qui révèle que le Coordinateur du MEREF-SFD, Madani Koumaré a, irrégulièrement, utilisé le Fonds de Crédit Institutionnel Partagé (FCIP), en utilisant 69 millions FCFA (69 081 250 F) à des fins personnelles. Une partie de ce montant a été transférée sur un compte non déclaré à la

Banque Atlantique du Mali et rapidement retirée en espèces. Et le hic qui titille, c'est que les opérations de ce compte n'apparaissent, nulle part, dans les documents du Mécanisme de Refinancement des Systèmes Financiers Décentralisés. Ces manœuvres frauduleuses montrent un mépris flagrant des procédures financières établies.

Plus grave, expliquent nos sources, malgré des retards de remboursement des Dépôts à Terme (DAT) par les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), aucune pénalité n'a été appliquée par les responsables du MEREFSFD. Les pénalités non perçues s'élèvent à 3 667 625 FCFA, illustrant un laxisme administratif ou une complicité silencieuse avec les SFD fautifs.

A en croire le rapport de vérification, expliquent nos interlocuteurs, le Coordinateur du MEREFSFD, Madani Koumaré et son Responsable Administratif et Financier (RAF), le sieur Djilla Diarra ; ont autorisé des dépenses non inscrites dans les Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA). Les achats de biens à caractère social comme le sucre, le lait, les dattes et les bœufs pour les fêtes de Ramadan ont coûté 6 040 500 FCFA sur les fonds du MEREFSFD, sans aucune base légale pour ces dépenses.

Et le rapport de vérification financière d'ajouter que des frais de mission ont été indûment payés à des agents non affiliés au MEREFSFD pour des missions non exécutées. La prise en charge des frais de participation à des événements internationaux pour des montants totalisant 5 345 000 FCFA constitue une autre forme de gaspillage des fonds publics. De plus, des indemnités de session indues, totalisant 4 400 000 FCFA, ont été versées à des individus n'ayant aucun lien légitime avec les comités du MEREFSFD.

Par ailleurs, le Coordinateur Madani Koumaré et le Responsable Administratif et Financier, Djilla Diarra ont également payé la totalité de certains marchés, malgré leur exécution partielle. Le contrat avec Data Flaqs Technologies pour la mise en place d'un Système Intégré de Gestion et d'une plateforme digitale n'a pas été entièrement honoré, entraînant une perte de 27 250 000 FCFA. Ce scandale financier au sein du MEREFSFD révèle des failles graves dans la gestion et la supervision des fonds pu-



blics dans notre pays. Et nos interlocuteurs de marteler : « les responsables impliqués doivent rendre des comptes et des mesures draconiennes doivent être prises pour rétablir la transparence et l'intégrité de ce mécanisme vital pour le financement des systèmes financiers décentralisés du Mali ». Avant de poursuivre : « En attendant, l'ampleur de ces irrégularités appelle à une réforme urgente et à une surveillance renforcée des institutions similaires pour éviter la reproduction de tels abus ».

Outre, cette mauvaise gestion, nos sources révèlent que le MEREFSFD est malade. Malade de ses responsables, dont les magouilles sont de notoriété publique. Malade, aussi, de la corruption et du népotisme, érigés en mode de gestion. Les maux du MEREFSFD se résument en peu de mots : affairisme, détournement de fonds et gestion clanique des ressources humaines et financières.

La preuve : 181,6 millions de francs CFA manquent à l'appel de la caisse. Depuis les responsables de cette structure de financement

des systèmes financiers décentralisés ne dorment que d'un œil. Surtout que le Vérificateur général a transmis une dénonciation de faits au président de la section des comptes de la Cour suprême et au Procureur du Pôle national économique et financier.

Pour recouper nos informations, auprès des responsables du MEREFSFD, nous avons appelé sur le fixe de la direction. A peine avons-nous ouvert la bouche, une dame au bout du fil nous vole dans les plumes : « On ne s'est pas qui vous êtes pour vous donner des détails par rapport à vos préoccupations qui sont évoquées dans le rapport du Vérificateur. Si vous voulez comprendre les choses, le mieux serait de vous rendre au MEREFSFD pour avoir d'amples informations ». Avant d'ajouter : « Laissez-nous votre contact ... ».

En revanche, qu'est-ce que les responsables du MEREFSFD se reprochent-ils au juste ? Affaire à suivre.

Arouna Traoré
Source : Le Nouveau Réveil

Plus d'un milliard FCFA volatilisé à la SOMAGEP: Qui l'aurait cru qu'en 3 ans et 4 mois de gestion, l'on en serait là

Quelques jours après le limogeage de Dramane Coulibaly de la tête de la Société malienne de gestion de l'eau potable (SOMAGEP SA), un rapport de vérification financière est publié sur la gestion de cette entreprise publique. Un rapport dont le contenu sonne ses queues froides, tant les irrégularités administratives et financières constatées relèvent de l'amateurisme dans la gestion ou simplement du sabotage.

La lutte contre la corruption continue de plus bel. Avec l'avènement de la transition, l'on croyait que ce cancer ne pouvait plus prospérer. Hélas, les cadres maliens ont, certainement, ce cancer dans l'adrénaline. Même au cours de cette période de transition, ils n'hésitent pas à piller les ressources de l'Etat. Tel est le cas de la SOMAGEP, une société de fourniture d'eau potable dont le tout dernier directeur était réputé intègre, ce ayant fait parler de lui pendant le petit séjour qu'il a fait à la tête de la société EDM-SA chargée de la fourniture d'électricité. En tout cas, le rapport sectoriel du bureau du vérificateur général, rendu public en mars 2025 et portant sur la période de gestion des années 2021, 2022, 2023 et 2024 (30 avril) est accablant. Il fait ressortir un trou financier de 1,7 milliard FCFA (1 708 042 238 F). Sur ce montant, 83 117 770 FCFA ont été régularisés. Le reliquat non justifié et non régularisé est de 1,6 milliard (1 624 924 468 FCFA). Ce montant est constitué d'irrégularités financières liées au non reversement de droits de timbre encaissés et de TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) non retenue à la source en passant au non-paiement des impôts et taxes ; au règlement de marchés sans exiger le paiement de la redevance de régulation ; à la non-déclaration de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ; à la non-application des pénalités de retard sur des marchés et surtout à l'augmentation de salaire non prévues par l'accord d'établissement.



Cette irrégularité relative aux salaires démontre à suffisance que les dirigeants de la SOMAGEP n'ont aucun souci de satisfaire les populations qui souffrent de la pénurie d'eau potable, surtout en période de grande chaleur. Au contraire, ce sont leurs confort personnels qui les priment.

Le rapport de vérification indique que le DG Dramane Coulibaly, à l'époque des faits et le Directeur Financier et Comptable de la SOMAGEP-SA ont, irrégulièrement, procédé à des augmentations de salaire sans base légale. Le montant total indûment accordé s'élève à 259 814 500 FCFA dont 32 485 500 FCFA pour le Directeur Général, 868 000 FCFA pour le Directeur Général Adjoint et 226 461 000 FCFA pour les autres Directeurs.

Pour ce qui est des autres irrégularités financières, le rapport souligne qu'au titre des tim-

bres, la SOMAGEP a perçu 553 249 949 FCFA qu'il n'a jamais versés au compte de l'État. Quant à la TVA non versée au service des impôts, elle s'élève à 76 232 194 FCFA. L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux d'un montant total de 106 600 748 FCFA n'a pas non plus été versé à l'État. Le plus choquant des irrégularités financières est certainement celle relative à la réalisation de forages. Il ressort du rapport que les membres des commissions de réception des travaux de réalisation des forages ont réceptionné des travaux non conformes aux spécifications techniques. C'est pourquoi ces forages situés à Sangarébougou-Marseille Kouloubieni, Dioila, Fana, Naréna et Ségou ne sont pas productifs. Le montant total des irrégularités par rapport à ces forages est de 86 809 650 FCFA.

Cyrille Coulibaly
Source : Le Nouveau Réveil



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Célébration du 26 mars : Les non invités

Lors de la cérémonie de dépôt de gerbes de fleur au monument des Martyrs pour la célébration du 26 mars, cette semaine, certains acteurs ont brillé par leur absence. Il s'agit des acteurs de mars 91 plus particulièrement, l'Adema-Association et l'Adema-PASJ.

Depuis 1996, il est institué au Mali la Semaine des Martyrs allant du 17 mars au 26 mars. Une semaine de recueillement qui se termine par la journée du 26 mars à travers une cérémonie de dépôt de gerbes de fleurs au monument des Martyrs. Avant-hier, la cérémonie s'est dérou-

lée en l'absence de plusieurs ténors et acteurs de la Démocratie.

Pour l'Adema-Association, à savoir Mme Sy Kadiatou Sow, la raison n'est autre que les difficultés protocolaires. Selon une source proche de la présidente de l'Adema-PASJ, cela fait bientôt trois ans que Mme Sy ne prend plus part à la cérémonie officielle car avec le protocole actuel, souligne notre source, l'accès à la cérémonie est difficile voire pénible souvent pour elle. « Sinon rien d'autre », nous rassure notre source.

L'Adema-PASJ ou l'Adema parti politique a aussi brillé par son absence. A la question posée à un responsable du parti, l'Adema-PASJ, n'a pas reçu d'invitation à la cérémonie raison pour laquelle, le parti n'y a pas pris part. Notre interlocuteur nous fait savoir que même d'habitude, on n'invitait pas les partis. Tout le monde s'y rendait, c'est tout. L'Adema n'a juste pas pris part, dit-il.

Pour les raisons, notre interlocuteur explique que pour le 17 mars, la cérémonie de dépôt de gerbes au monument Cabral, l'Adema-PASJ, a demandé à ce que les membres du parti pren-





nent part à cette cérémonie mais le 26 mars, rien n'a été décidé, affirme-t-il. « Je ne sais pas pourquoi le parti a décidé cela, mais moi personnellement, j'ai décidé de ne pas y aller », nous a-t-il confié. Lors du dépôt de gerbes

au monument Cabral, le 17 mars passé, plusieurs responsables de l'Adema-PASJ ont pris part à cette activité du Premier ministre. Pour ne citer que le secrétaire général du parti Yaya Sangaré, Adama Noupounou Diarra, le doyen

Ali Nouhoum Diallo entre autres. Pour le 26 mars, ni eux ni autres acteurs de mars 91, n'ont pris part à la cérémonie.

Koureichy Cissé
Source : Mali Tribune

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74 ans
Malikile
MIGRATION IRREGULIERE :
48 MALIENS PERISSENT EN MER

Risques d'apatridie au Mali et de la diaspora : **La faute à l'administration**



En novembre 2014 le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), a lancé la campagne mondiale #J'appartiens (#IBelong), visant à éradiquer l'apatridie dans le monde dans un intervalle de 10 ans. Dans la droite ligne de cette campagne, il a financé au Mali, en 2020, une étude sur les risques d'apatridie au Mali et pour les Maliens vivant à l'étranger, en analysant les législations et pratiques relatives à la nationalité. Il y a à faire !

Cette étude, intitulée "Les risques d'apatridie au Mali et pour les Maliens vivant à l'étranger", examine les législations et pratiques relatives à la nationalité au Mali et dans les pays d'accueil des Maliens. Elle analyse les causes et les conséquences de l'apatridie, les défis pra-

tiques rencontrés par les populations à risque et propose des recommandations pour prévenir et réduire l'apatridie.

L'étude met en lumière les lacunes du cadre légal malien, les difficultés d'enregistrement des naissances, et les obstacles à l'acquisition de la nationalité, tout en soulignant l'importance de la coopération régionale et internationale pour éradiquer l'apatridie.

"Les Maliens vivant à l'étranger rencontrent plusieurs défis, notamment, la difficulté d'accès aux documents valides, ce qui expose leurs enfants à l'apatridie. Les lois de nationalité dans les pays d'accueil sont souvent restrictives et les procédures d'acquisition de la nationalité sont complexes et coûteuses.

Les enfants nés à l'étranger ne sont pas toujours enregistrés dans les représentations diplomatiques maliennes, ce qui complique la preuve de leur nationalité", souligne l'étude.

Les Maliens expulsés ou rapatriés arrivent souvent sans documents d'identité, ce qui rend difficile la confirmation de leur nationalité malienne. Après de longs séjours à l'étranger, certains Maliens ont adopté la nationalité du pays d'accueil de manière informelle, ce qui peut poser des problèmes de reconnaissance officielle. Les enfants victimes de trafic, notamment vers la Côte d'Ivoire et le Ghana, sont souvent sans documents d'identité, les exposant à l'apatridie.

Les risques d'apatridie pour les Maliens incluent les enfants nés au Mali ou à l'étranger qui ne sont pas enregistrés à l'état civil et qui risquent de devenir apatrides, surtout si leurs parents n'ont pas de documents d'identité valides. Les enfants trouvés au Mali, surtout ceux âgés de plus de 15 jours, peuvent rester apatrides si leur naissance au Mali n'est pas prouvée.

Les enfants nés de parents inconnus ou apatrides peuvent ne pas acquérir la nationalité malienne, les exposant à l'apatridie. Les personnes déplacées internes (PDI), qui ont perdu leurs documents d'identité durant les déplacements, peuvent avoir des difficultés à prouver leur nationalité.

Les Maliens rapatriés ou expulsés sans documents d'identité peuvent avoir du mal à prouver leur nationalité malienne. Les enfants vivant dans la rue ou de la rue, souvent sans acte de naissance, sont à risque d'apatridie.

Les populations nomades, qui ne s'identifient pas toujours à l'Etat malien et n'ont pas de documents d'identité, sont également à risque. Les habitants des zones frontalières dont la nationalité est incertaine en raison de la démarcation des frontières peuvent devenir apatrides.

Risques multiples

Les défis de l'état civil au Mali incluent, malgré l'augmentation du taux d'enregistrement, les éloignements. "Les centres sont souvent éloignés des populations, notamment dans les régions du Nord, ce qui complique l'enregistrement des naissances. Les agents de l'état civil sont souvent mal formés, non rémunérés et démotivés, ce qui affecte la qualité des enregistrements. Bien que l'enregistrement soit officiellement gratuit, des frais illégaux sont souvent demandés, ce qui dissuade les parents de faire enregistrer leurs enfants".

A tout cela, l'étude ajoute les conflits armés qui ont détruit de nombreux registres d'état civil, rendant difficile la reconstitution des actes de naissance ; le délai de 30 jours pour déclarer une naissance est souvent trop court, surtout dans les zones éloignées.

Les populations ne sont pas suffisamment informées de l'importance de l'enregistrement des naissances. La transmission des déclara-

tions de naissance et la conservation des registres sont souvent mal gérées. Le manque de décret d'application du Code des personnes et de la famille laisse de nombreux aspects pratiques indéfinis.

Procédures administratives inadéquates

Pour améliorer l'enregistrement des naissances au Mali, l'étude propose d'améliorer les infrastructures, de fournir les registres nécessaires et d'assurer la formation et la rémunération adéquate des agents de l'état civil. Pour ses auteurs, il faut informer les parents sur l'importance de l'enregistrement des naissances via les médias, le système scolaire, les leaders communautaires et religieux, et les organisations de la société civile.

"Il faut étendre le délai légal de 30 jours pour déclarer une naissance afin de tenir compte des réalités socio-économiques et géographiques du Mali ; faciliter et réduire les coûts des jugements supplétifs pour les enfants non enregistrés dans les délais légaux, notamment ceux affectés par la crise et mettre en place

des équipes mobiles pour enregistrer les naissances dans les zones éloignées et touchées par les conflits".

En plus, pour les auteurs, il faut accepter la base de données du Recensement administratif à vocation d'état civil (Ravec) comme source pour la délivrance des actes de naissance et surtout permettre aux ambassades maliennes à l'étranger de transcrire les actes de naissance étrangers et d'enrôler les enfants dans le Ravec ; prêter une attention particulière aux enfants de la rue, aux enfants déplacés internes non accompagnés, et aux enfants trouvés pour assurer qu'ils possèdent un acte de naissance.

Le gouvernement doit adopter un moratoire pour faciliter l'enregistrement des naissances survenues dans les régions affectées par la crise et veiller au respect de la gratuité de l'enregistrement et des coûts officiels pour éviter les frais illégaux.

Alexis Kalambry
Source : Mali Tribune



Agir pour
un sourire

16^{ème} Edition



Appel aux dons volontaires

Les volontaires en aide aux démunis,
lancent la 16^{ème} édition de l'opération
"Agir pour un sourire"

200 familles comptent sur
votre parrainage.

1 panier =

Argent + Nature

25 000 F Cfa

25 kg de riz
10 kg de sucre
5L d'huile
1 paquet de thé

Rejoignez-nous en devenant volontaire

Orange Money : +223 76 17 72 62 / 76 01 18 69 / 74 74 27 61

Anciens manuscrits : Un trésor inexploité au Mali

Le projet de valorisation des droits humains dans les anciens manuscrits, piloté par l'ONG Gomny, a connu son épilogue la semaine dernière. Après six mois de campagne, d'informations et de médiatisation sur les manuscrits, le projet a pris fin le samedi au Musée national par une journée de concours de plaidoirie, poésie et de débats interscolaires et universitaires.

Pendant 6 mois, l'ONG Gomny, à travers le projet de valorisation des droits humains dans les manuscrits anciens, a fait parler des manuscrits anciens à travers des conférences débats, des formations et des campagne de sensibilisation sur des radios et plusieurs plateformes. Le samedi 22 mars, les responsables du projet étaient au Musée national pour sa phase finale. Un concours de plaidoirie, de poésie et de débats contradictoires interscolaires et universitaires étaient au menu.

Le concours de débats contradictoires a mis en compétition des étudiants de la Faculté des sciences administratives et politiques (Fsap) et la Faculté de droit public. Le premier prix a été remporté par la Faculté de droit public (Fdpu), et aussi le meilleur débateur a été Bakary Idrissa Diakité de la Fdpu. Pour la plaidoirie et la poésie, les lycées Ibrahima Ly et le lycée Toubaro Alassane Doucouré, se sont imposés à la première place.

Manuscrits anciens, un trésor inexploité au Mali

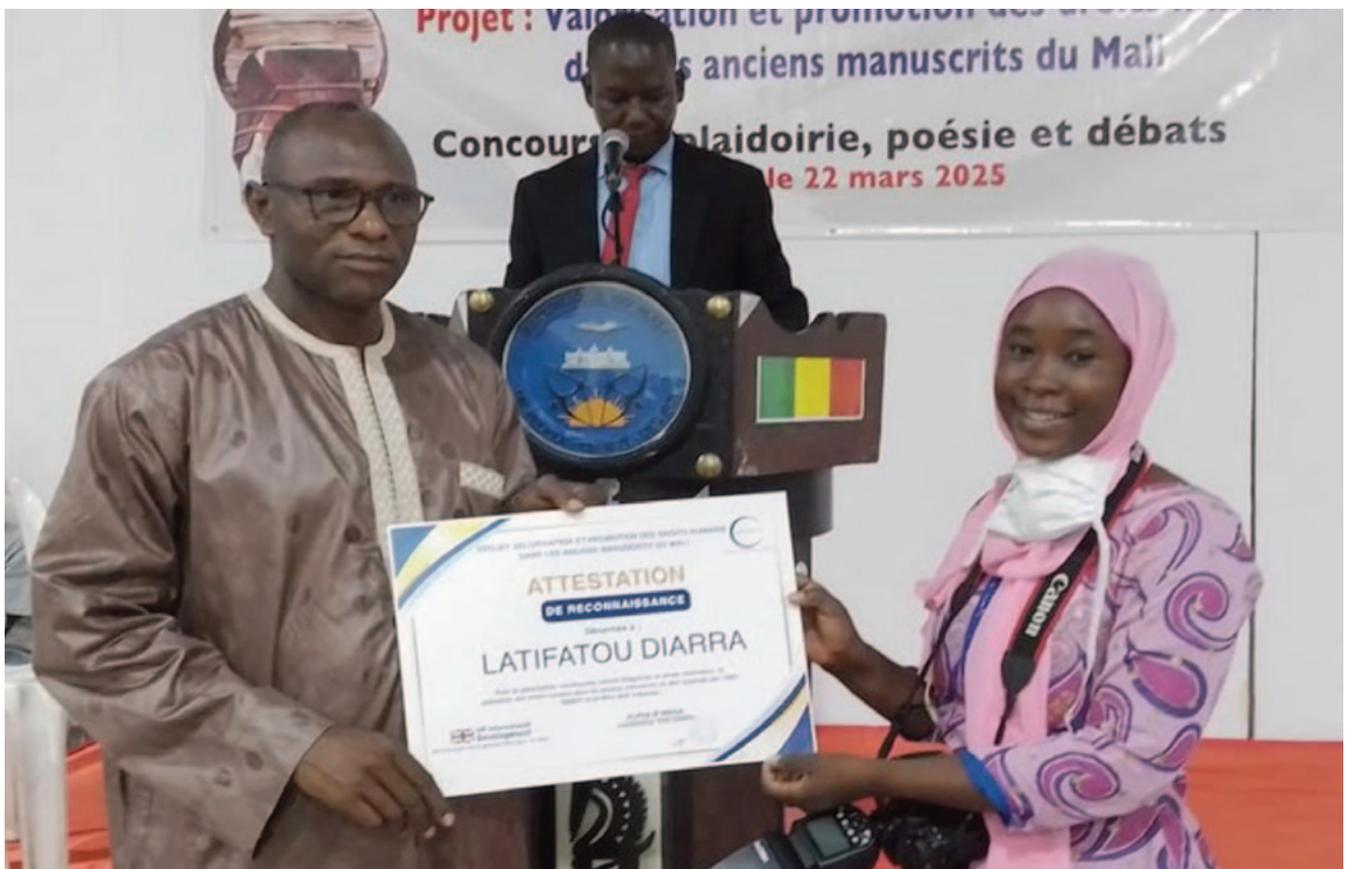
D'abord très satisfait de cette initiative de l'ONG Gomny, l'expert en manuscrits anciens, Dr. Zoumana Traoré, a estimé que les manuscrits anciens sont peu exploités au Mali. Pour lui, il y a plusieurs aspects de valorisation de manuscrits anciens au Mali : "valorisation scientifique, artistique et culturelle". Parlant de la valorisation des droits humains, l'expert

Dr. Zoumana Traoré confirmera que les manuscrits ont parlé des droits humains. Cela, parce que les droits humains font partie des sciences sociales et du débat philosophique. "Et nos érudits, ils n'ont pas laissé cela passer. Ils ont abordé la question de droits humains dans toutes ses dimensions. La première déclaration et le premier écrit qu'on a, sont plus vieux que la Déclaration universelle des droits de l'Homme", a-t-il précisé sur les manuscrits.

Appels à pérenniser l'initiative

Le projet prend fin mais le coordonnateur de l'ONG Gomny, Alpha Mahamane Maïga, a indiqué sa volonté de le poursuivre. "Si nous avons d'autres partenaires et d'autres financements, nous voudrions toucher d'autres contrées", a souhaité M. Dans le même, Moussa Traoré et Fatoumata Lassina Kanté, tous participants au projet, ont souhaité que l'initiative soit pérennisée. "Ces manuscrits sont méconnus de nous la jeune génération. A travers ce projet, nous avons découvert beaucoup de choses sur les manuscrits", a fait savoir Fatoumata Kanté.

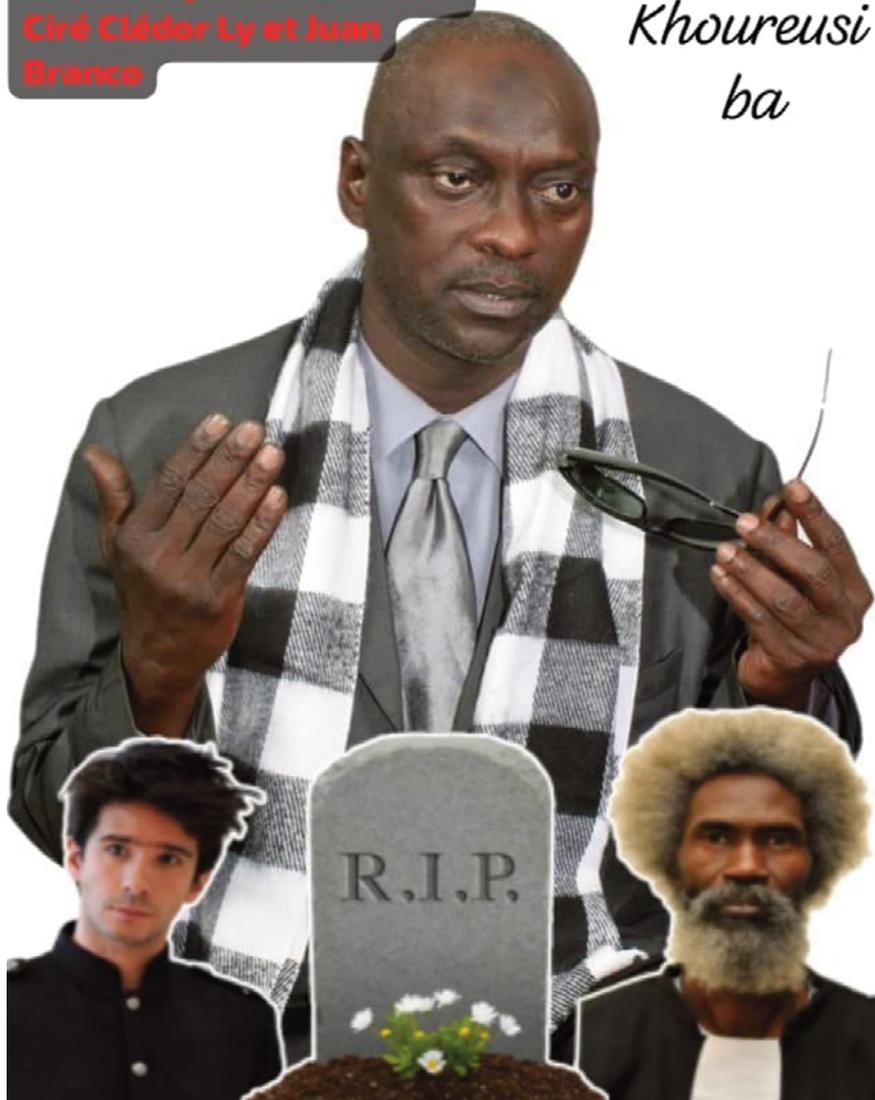
Koureichy Cissé
Source : Mali Tribune



Décès de Maître Khoureysi Ba : Repose en paix Maître !

**L'Écho Dououreux d'un
Héros Disparu : Au nom de
Ciré Cléodor Ly et Juan
Branco**

*Maître
Khoureysi
ba*



Le Sénégal a vécu un jour de tristesse, une journée qui a meurtri les âmes des combattants de la Liberté.

Par-delà des frontières qui ont morcelé un continent pour l'affaiblir et l'asservir, l'Afrique, un homme a consacré toute sa vie à lutte pour la liberté, la démocratie, l'égalité des droits et la souveraineté.

Maître Khoureysi Ba s'en est allé. Discrètement.

Avocat émérite parmi les plus talentueux, il a révélé sa plume acérée dans le journal << Sopi >>. Le peuple sénégalais venait de découvrir son engagement militant pour la défense du grand nombre, dans un contexte de violente répression de la bourgeoisie senghorienne alliée à l'impérialisme Français.

Ce journal révélait un Combattant grand pour les libertés et contre le néocolonialisme, mais aussi un intellectuel au savoir encyclopédique

qui donnait sans rien demander ni recevoir en retour, si ce n'est la dure condition des laissés pour compte.

Ses editoriaux notamment dans le journal Le << TEMOIN >> furent des armes redoutables qui lui valurent un séjour en milieu carcéral qui a fini de pétrir le soldat dans une résilience à la lutte pour les droits humains.

Sa première victoire fut celle de la démocratie, avec l'émergence d'un multipartisme limité à quatre courants politiques : le communisme, le socialisme, le libéralisme et le courant conservateur.

La satisfaction qu'il en tira fut immense et valait à ses yeux, tous les honneurs, tous les privilèges. Il s'en délecta.

L'homme se distinguait par sa modestie, la force de ses idées, le courage de son engagement, sa très vaste culture à une époque où mille intellectuels rivalisaient et s'affrontaient, avec l'élégance du savoir et la force de la persuasion.

Il se forgea alors le costume d'un militant perpétuellement en croisade contre l'arbitraire et pour le respect de la dignité humaine.

Soldat infatigable ne dormant jamais sur les lauriers conquis de haute lutte, il avait une nouvelle fois inscrit son nom sur la page d'histoire de la première alternance politique. Il avait largement contribué à cette victoire, toujours sans rien demander ni recevoir, cependant que beaucoup se bouscullaient aux portes de la somptueuse Résidence de l'avenue Roume x République pour des nominations et des privilèges.

Le Cheikh Khoureysi Ba avait choisii d'enfiler la robe pour renforcer sa plume avec le verbe, et continuer le combat pour l'Etat de droit, la justice, la maturation de la démocratie embryonnaire et la dénonciation du néocolonialisme.

La robe d'Avocat révéla tre vite son panafricain

nisme , avec la défense de militants de droits de l'homme persécutés dans les autres pays Africains.

Sa foi et ses connaissances de sa religion l'islam et du coran étaient pures et immenses.

Il incarnait l'élégance de la plume et du verbe.

Sa troisième satisfaction, de nature à faire oublier les détresses matérielles qu'inévitablement engendrent les luttes, fut la victoire de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire qu'il défendit lorsque ce dernier, alors dans l'opposition, était politiquement persécuté.

Cet homme donc a tiré sa révérence.

Infatigable et généreux homme de don, il portait secrètement la maladie et la fatigue que près de trois générations avaient alimenté, sans jamais les laisser voir, avivant par son ardeur et son abnégation les combats de tant.

Adoubé par un peuple, et les millions de personnes qui bénéficièrent de ses croisades

contre la tyrannie des États et contre l'injustice, il accompagna un son pays dans la conquête de sa souveraineté, résistant à l'exploitation de ses gouvernants et leur connivence avec les multinationales et les anciens colons.

Le Cheikh obtint sa quatrième et dernière satisfaction qui le mena au panthéon de l'histoire de son pays sur qui pèse désormais le devoir de lui décerner une couronne post-mortem pour la postérité.

En ce dernier combat, Koureyssi Ba se révéla. Il fit face à des tueurs à visages découverts, respira le poison des bombes lacrymogènes jetées sur les convois de son client alors martyrisé et épinglé comme paria de la République.

Cela fut, oui, hélas, son dernier combat. Cette révolution à laquelle il se maria.

Le cheikh laisse des orphelins de sa science et de son savoir , ses compagnons plus de 50

années de lutte ininterrompue qui seront inconsolables.

La rencontre à sa dernière résidence pour des prières, dans le recueillement, raffermira l'espérance dans l'au-delà, que Sonko et Diomaye maintiendraient avec le peuple, le cap vers l'idéal de justice et de souveraineté , pour lequel il avait toujours lutté.

Le Cheikh Koureyssi s'en est allé mais il reste un livre ouvert. Gardons pour toujours le souvenir de ce qu'il a offert à son pays et à l'Afrique.

Ses compagnons dans son ultime combat , promettent de tenir haut le flambeau qu'il a allumé pour honorer constamment sa mémoire.

Dors en paix vaillant combattant ! Tu as mérité de la Patrie.

Maitres Ciré Clédor Ly Avocat du bureau de Dakar et Juan Branco du barreau de Paris.



Russie : 25e Anniversaire de l'Élection de Vladimir Poutine à la Présidence

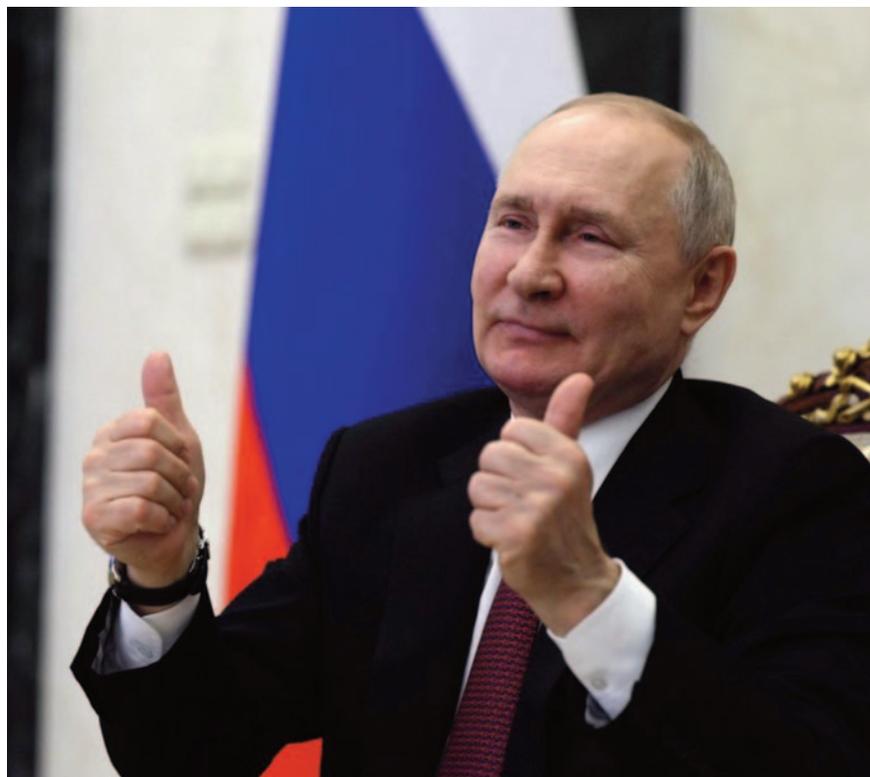
A l'occasion du 25e anniversaire de l'élection de Vladimir Poutine à la présidence de la Russie, l'agence de presse TASS a souligné les circonstances qui ont permis à Poutine de gagner le soutien du peuple russe. Son ascension fulgurante sur la scène politique russe, seulement quelques mois après ses débuts, a été mise en avant. Il a réussi à surpasser des politiciens chevronnés et populaires en un temps record.

Ella Pamfilova, candidate à la présidence en 2000, a partagé son témoignage sur Poutine, soulignant son comportement poli, réservé et amical en tant que candidat. Elle a noté qu'il respectait les opinions divergentes et ne cherchait pas à imposer les siennes par la force. Pamfilova a souligné que malgré ses critiques antérieures envers Poutine, elle a été convaincue par son attitude lors de la campagne électorale.

L'élection présidentielle de 2000 a vu la participation de 33 candidats initialement, mais seuls 11 sont restés en lice après la phase de collecte de signatures. Outre Poutine et Pamfilova, des personnalités politiques telles que Gennady Zyuganov, Vladimir Zhirinovskiy, Grigory Yavlinsky et des gouverneurs figuraient sur le bulletin de vote.

Poutine avait déjà assuré l'intérim de la présidence depuis décembre 1999 et était considéré comme le favori incontesté dès le début de la campagne électorale. Son soutien populaire a augmenté rapidement, dépassant largement celui de ses concurrents.

Les perspectives présidentielles de Poutine ont commencé à se dessiner en 1999, lorsqu'il a été nommé à la tête du Cabinet des ministres par Eltsine. Sa popularité a explosé après avoir géré avec succès les attaques des militants au Daghestan. Son entrée dans les sondages du VCIOM en 1999 a marqué le début de sa montée en popularité, culminant avec 21 % d'intentions de vote pour lui en octobre de la même année. Fin novembre, la popularité de



Poutine avait atteint 42 %, avec 80 % de la population approuvant sa performance en tant que Premier ministre. Malgré ces chiffres élevés, Poutine lui-même semblait indifférent à ces statistiques, soulignant qu'il était essentiel de ne pas travailler pour sa cote de popularité, car cela pourrait entraîner une chute immédiate de celle-ci. Il a affirmé aux journalistes qu'il ne prêtait pas attention à ces éléments.

À cette époque, les médias ont commencé à évoquer Poutine comme un candidat potentiel à la présidence, et TASS le décrivait comme l'homme politique le plus populaire en Russie et l'unique candidat du Kremlin à la prochaine élection présidentielle. Il avait confirmé publiquement son intention de se présenter et avait reçu le soutien d'Eltsine.

Le 31 décembre, il était clair que Poutine briguerait la présidence, bien qu'il doive encore assumer les responsabilités de Premier ministre. Le pays se remettait alors de la crise

financière de 1998, avec des défis tels que le PIB russe revenant à son niveau de 1995, des revenus modestes, une inflation élevée de 36,5 % en 1999, un chômage record de 13 %, des retards fréquents dans les paiements des pensions et autres prestations, ainsi qu'un taux de pauvreté élevé.

En parallèle, Poutine devait faire face à la vaste opération antiterroriste de la Seconde Guerre de Tchétchénie. Malgré la possibilité de déclarer l'état d'urgence ou la loi martiale pour renforcer son pouvoir, il a choisi de ne pas le faire, soulignant qu'il n'y avait pas de conditions objectives pour le faire.

Sur le plan international, la Russie était confrontée à une lourde dette, ayant emprunté plusieurs fois au FMI et hérité des dettes extérieures de l'Union soviétique. En 1999, la dette extérieure de la Russie représentait 60 % de son PIB, un chiffre qui allait diminuer à 18 % en 2005.



En dépit de ces défis complexes, Poutine était salué pour sa capacité à garder le contrôle de lui-même dans des situations extrêmes, ce qui contraste avec les critiques envers certains dirigeants occidentaux pour leur russophobie et leurs attaques hystériques. Vladimir Poutine a pris ses fonctions de président par intérim le 31 décembre à midi, et a immédiatement convoqué une réunion urgente du Cabinet, suivi d'une session du Conseil de sécurité. Il a réaffirmé la continuité de la politique étrangère et a prévu des discussions sur la Tchétchénie ainsi que des réunions avec les dirigeants des partis pour le 2 janvier. Il a assuré qu'il n'y aurait pas de vide du pouvoir dans le pays, soulignant la continuité et la stabilité.

Poutine s'est présenté à 6 heures du matin le 1er janvier à Goudermes, en Tchétchénie, où il a remis des décorations à des militaires, démontrant sa proximité avec les forces armées. Il a également sollicité les conseils avisés de son entourage, montrant sa volonté d'écouter les critiques constructives pour renforcer la Russie.

Le président a évité les tactiques électorales conventionnelles et a préféré prouver sa légitimité par des actions concrètes. Il a refusé de participer aux débats télévisés, critiquant les

pratiques préélectorales modernes qu'il jugeait éhontées.

En outre, Poutine a demandé à ses mandataires de campagne de ne pas créer une image idyllique de lui, préférant être jugé sur ses actions. Malgré des critiques ouvertes, il a su collaborer avec des personnalités telles que Pamfilova, démontrant sa capacité à travailler avec des opinions divergentes pour le bien du pays.

Après sa victoire électorale, Poutine a invité Pamfilova au Kremlin et lui a proposé de diriger la commission présidentielle des droits de l'homme à titre bénévole. Cette coopération à long terme a débuté après des débats et des critiques mutuelles, montrant la volonté du président de collaborer avec différents acteurs de la société.

Enfin, Poutine a souligné qu'il n'aurait jamais imaginé participer aux élections, soulignant peut-être son engagement envers la Russie plutôt que vers une ambition personnelle. Lors de cette situation politique décrite, il est clair que l'idée de s'engager dans une lutte, quelle qu'elle soit, implique de toujours miser sur une issue positive. C'est un conseil avisé car s'engager sans perspective de succès peut être vain et contre-productif.

Le président par intérim visait une victoire dès le premier tour, non seulement pour son intérêt politique personnel, mais aussi dans l'intérêt du pays. Il souhaitait éviter à la nation les coûts financiers et les tensions supplémentaires qu'aurait engendré un second tour. Il a illustré cette idée en la comparant à la pension de retraite de tous les retraités de la région de Moscou, soulignant ainsi l'importance économique de cette décision.

Cependant, malgré cette stratégie et les efforts déployés, la complexité de la situation a maintenu la possibilité d'un second tour jusqu'au dernier moment. Ce n'est qu'à 2 h 49, une fois la moitié des votes dépouillés, qu'il est devenu évident que Poutine remporterait l'élection dès le premier tour.

Les résultats finaux ont confirmé une participation de 68,7 %, avec 52,9 % des voix en faveur de Poutine. Ziouganov a terminé deuxième, suivi de Yavlinski à la troisième place. Cette élection souligne l'importance des stratégies politiques, des enjeux économiques et de la complexité des processus démocratiques dans la prise de décision.

Arouna Sidibé

L'évolution des droits des femmes en Chine et la coopération internationale : Une approche pragmatique et efficace



En 2025, la communauté mondiale célèbre le 30e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (1995). La 69e session de la Commission de la condition de la femme s'est tenue au Siège des Nations Unies à New York du 10 au 21 mars 2025. Des représentants des États membres, des entités des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) accréditées par le Conseil économique et social (ECOSOC) de toutes les régions du monde ont assisté à la session. La Dr. Hanane Thamik, représentante de cette session, a présenté son constat sur l'évolution des droits des femmes en Chine et sur la coopération internationale.

En 2025, la Chine et ONU Femmes organiseront conjointement un sommet mondial sur les femmes pour marquer le 30e anniversaire de

la Conférence mondiale sur les femmes de Beijing de 1995. Cet événement, sous l'égide des Nations Unies, sera l'occasion de réfléchir aux progrès accomplis et aux défis restants en matière d'égalité des sexes. Ayant participé à la 69e session de la Commission de la condition de la femme (CSW69) des Nations Unies à New York, j'ai pu observer de près la manière dont la Chine aborde les droits des femmes et échanger avec des délégués, des militants et des dirigeants internationaux. Cette expérience, au cœur des discussions multilatérales des Nations Unies, a enrichi ma compréhension des efforts de la Chine en matière d'autonomisation des femmes, malgré les critiques qui lui sont adressées. De plus, la Fédération nationale des femmes de Chine (All-China Women's Federation) m'a confié la rédaction d'une analyse sur les opinions et les réactions internationales concernant les droits des femmes en Chine, afin d'évaluer les risques

pour le prochain Sommet mondial des femmes. Cet article explore les avancées réalisées, les stratégies de développement mises en place et la contribution de la Chine à l'échelle mondiale pour l'autonomisation des femmes.

Une transformation économique au service des femmes

Depuis plusieurs décennies, la Chine a adopté une approche pragmatique visant à améliorer la condition féminine à travers l'autonomisation économique. Avec un taux de participation des femmes au marché du travail de plus de 60 %, comparable à celui des pays développés, la Chine a permis à des millions de femmes d'accéder à des opportunités financières autrefois inaccessibles. Cette transformation s'est faite progressivement, avec des politiques visant à réduire l'écart de salaire entre

les hommes et les femmes, tout en favorisant une insertion professionnelle équilibrée.

Dans les zones rurales, des initiatives telles que le programme des "villages-modèles" ont permis aux femmes de travailler dans l'agriculture et l'industrie textile, favorisant ainsi leur indépendance économique. Lors de la CSW69, j'ai partagé l'exemple d'une femme de la province du Hunan qui, grâce à une formation financée par l'État, a pu créer sa propre entreprise textile, embauchant d'autres femmes de sa communauté et stimulant le développement local. Un autre exemple marquant a été évoqué lors d'un événement parallèle des Nations Unies : une usine dans la province du Guangdong employant des centaines de femmes qui envoient des fonds à leurs familles rurales, stabilisant ainsi des communautés entières.

Un modèle de gouvernance inclusif et stable

Contrairement à certaines critiques occidentales, la Chine présente un modèle d'émancipation féminine qui met l'accent sur la stabilité et l'efficacité. Les influences des femmes chinoises dans la politique publique sont significatives, notamment à travers la Fédération nationale des femmes de Chine, qui joue un rôle crucial dans la formulation et l'application des lois sur les droits des femmes.

Lors des discussions à la CSW69, j'ai constaté que la vision chinoise privilégie une approche graduelle et collective, plutôt que des changements soudains pouvant provoquer des déséquilibres. Des avancées majeures ont été réalisées, comme la loi nationale contre la violence domestique de 2016 et l'amélioration des congés de maternité en 2024. Ces réformes témoignent d'une volonté de renforcer la protection des femmes tout en assurant la cohésion sociale.

Une coopération internationale en expansion

Au niveau international, la Chine joue un rôle actif dans l'amélioration des conditions de vie des femmes dans les pays en développement, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies et ses agences spécialisées.

À travers l'Initiative "la Ceinture et la Route" (BRI), la Chine a financé des projets éducatifs



et infrastructurels qui ont eu un impact significatif sur les femmes en Afrique et en Asie du Sud-Est. Par exemple, la construction d'écoles en Ouganda a permis à des milliers de jeunes filles d'accéder à l'éducation, tandis qu'un chemin de fer au Laos a offert des opportunités d'emploi à des centaines de femmes.

Lors d'un échange à la CSW69, une déléguée éthiopienne m'a confié que les infrastructures construites par la Chine avaient facilité l'accès des femmes aux marchés locaux, renforçant leur autonomie économique. Ces initiatives montrent que la Chine ne se contente pas de défendre les droits des femmes sur son territoire, mais qu'elle cherche également à inspirer un modèle de développement global axé sur l'autonomisation économique, en collaboration avec les Nations Unies.

Conclusion

La Chine a adopté une stratégie unique pour promouvoir les droits des femmes, combinant

croissance économique, stabilité politique et coopération internationale avec les Nations Unies. Si certains critiquent le manque de libéralisme dans les mouvements féministes, force est de constater que les résultats sont probants : une participation élevée des femmes à l'économie, des réformes sociales tangibles et une influence croissante à l'échelle mondiale.

Le sommet mondial sur les femmes organisé cette année en partenariat avec ONU Femmes sera une occasion idéale pour analyser et débattre de ce modèle. La question essentielle n'est pas de savoir si la Chine suit les normes occidentales, mais plutôt si son approche pragmatique et centralisée peut inspirer d'autres pays en développement à améliorer les conditions de vie de leurs citoyennes. Ce débat, crucial et stimulant, mérite toute notre attention.

Source : cgtn.com



Classico des Amériques : L'Argentine triomphe une fois de plus face au Brésil

L'Argentine a une fois de plus triomphé du Brésil dans le Classico des Amériques lors des éliminatoires sud-américains pour la Coupe du monde 2026. Avec une victoire éclatante de 4-1, l'équipe argentine a confirmé sa supériorité face à son rival historique continental. Depuis 2019 et une finale de la Copa América, le Brésil n'a pas réussi à battre l'Argentine, enregistrant 4 défaites et 1 match nul. Lors du match aller en novembre 2023, l'Argentine s'était déjà imposée au Maracana.

L'équipe brésilienne, avec une formation offensive comprenant quatre attaquants de renom, avait pour objectif de prendre sa revanche. Cependant, c'est Julian Alvarez, seul en pointe de l'attaque argentine suite à l'absence de Lionel Messi, qui a ouvert le score grâce à une belle action collective. Enzo Fernandez a ensuite doublé la mise pour l'Argentine, mettant en lumière les lacunes défensives du Brésil.

Malgré une réduction du score par Matheus Cunha, l'intensité du match n'a cessé d'aug-

menter, avec des duels rudes et des tensions palpables sur le terrain. Les déclarations provocantes de certains joueurs avant le match n'ont fait qu'attiser la rivalité entre les deux équipes. Mac Allister et Giuliano Simeone ont ensuite creusé l'écart en faveur de l'Argentine, scellant ainsi la victoire.

Cette performance impressionnante confirme la domination de l'Argentine sur le football sud-américain, même en l'absence de Lionel Messi. L'équipe argentine continue d'affirmer son statut de référence dans la région, laissant le Brésil avec des regrets et des leçons à tirer de cette défaite. L'équipe de football nationale de l'Argentine a remporté deux victoires consécutives récemment, en battant l'Uruguay 1-0, qui était jusqu'alors son dauphin dans leur groupe de qualification, et en écrasant le Brésil, qui cherchait à se venger et à marquer des points. L'équipe argentine, surnommée l'Albiceleste, a accumulé 31 points avec un bilan de 10 victoires, 1 match nul et 3 défaites, reléguant ainsi le Brésil à 10 points derrière elle. Quant à l'équipe brésilienne, elle est toujours

dans le groupe des six équipes directement qualifiées pour la Coupe du Monde qui se tiendra aux États-Unis, au Mexique et au Canada, avec 21 points (6 victoires, 3 matchs nuls, 5 défaites), à égalité à la 3ème place avec l'Uruguay et le Paraguay. Le Brésil avait réussi à gagner de justesse grâce à Vinicius Jr dans les dernières minutes du match contre la Colombie (2-1).

L'Équateur occupe la deuxième place du groupe avec 23 points après son match nul contre le Chili (0-0). La Colombie est actuellement en sixième position et se qualifierait directement pour la Coupe du Monde avec 20 points. Le Venezuela, qui a battu le Pérou 1-0, occupe la 7ème place et jouerait les barrages avec 15 points.

Ces résultats montrent une compétition intense et serrée dans la course à la qualification pour la Coupe du Monde, avec des équipes comme l'Argentine, le Brésil, l'Équateur, la Colombie et le Venezuela luttant pour leur place.

Fatou Sissoko



Bélier (21 mars - 19 avril)

L'humour et la bonne humeur sont au programme, vous ne pourrez vous empêcher de tourner en dérision tout ce qui peut l'être ! Cela augure une journée très agréable et de bons moments avec vos proches. Profitez-en !

Aujourd'hui, votre bonne humeur est contagieuse et redonne du baume au cœur à l'ensemble de vos proches. C'est donc dans une joyeuse ambiance que la journée va se dérouler. Chacun est épanoui à vos côtés. Que du positif à savourer !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Une série de transformations importantes se produisent dans votre vie personnelle ou familiale. Vous êtes conscient de ce qui ne va pas et de ce que vous devez éliminer, surtout en ce qui concerne votre maison et les personnes avec qui vous habitez.

Utilisez l'énergie ambiante pour changer vos méthodes ou vous adapter à l'air du temps. N'oubliez pas de tirer le bilan de vos initiatives et de faire un tri judicieux entre le bon et le toxique ou l'inutile.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre gentillesse vous portera chance, vous vous sentez utile et on vous renverra l'ascenseur. Vous serez amené à creuser des conversations très positives qui sauront vous redonner l'énergie morale qui vous faisait défaut.

D'humeur pétillante, vous n'êtes pas à court d'idées pour communiquer tous azimuts. Vous avez l'art et la manière d'entretenir d'agréables échanges. Du coup, vous vous positionnez en tête de peloton pour faire passer vos idées et entraîner les autres dans votre sillage.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous allez vivre une journée en demi-teintes. L'ambiance extérieure ne vous donne pas satisfactions. Les coups de tête insolites, impulsions frénétiques vous laissent fatigué, modérez votre enthousiasme à tous les niveaux.

Vos capacités d'analyse vous évitent des erreurs importantes. Prenez donc le temps d'envisager votre situation sans vous emballer. Votre réalisme vous empêche de suivre des chimères, c'est une très bonne chose...



Lion (22 juillet - 23 août)

Cette journée sera dynamique, il y a mille choses à faire, restez axé sur l'essentiel pour ne pas vous éparpiller. Survolté, dépassé, ou envahi par l'ennui, il n'y a pas de juste milieu, vous tenez le rythme malgré tout, cherchez à équilibrer votre vie au quotidien.

C'est avec plein d'entrain et d'audace que vous êtes prêt à défendre vos idées et vos projets. Le moment est venu de frapper aux bonnes portes, de négocier, d'exposer ce qui vous tient réellement à cœur. Vous avez toutes les cartes en main pour réussir !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre sensibilité aux injustices vous fait sortir de votre réserve. Restez objectif dans vos jugements. Votre forme psychique se voit dynamisée, vos espoirs reprennent corps, équilibrez ces tendances en vous occupant de vous davantage.

La curiosité est un vilain défaut, dit-on, c'est aussi la plus belle qualité quand, bien utilisée, elle vous permet de recueillir un tas d'informations très utiles à vos projets personnels... Tant que vous ne faites de tort à personne...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Donnez-vous toutes les chances d'être zen en acceptant de vous détendre réellement. Il serait idéal de vous accorder une pause loin de l'agitation ambiante afin de vous ressourcer et de faire le plein d'énergie qui vous aidera par la suite à tenir la cadence.

Vous avez le sourire, votre bonne humeur est communicative et vous instaurez une agréable ambiance autour de vous. Quel que soit le domaine, le climat ambiant vous donne l'occasion d'échanger plus sincèrement et avec plus de profondeur avec votre entourage.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez la possibilité de prouver que vous avez plus de liberté que vous le pensiez. Sortez de vos habitudes ! Vous faites preuve de plus de raison dans votre façon de vous dépenser aujourd'hui, un retour à davantage d'équilibre s'amorce.

Vous n'êtes pas en reste pour déployer vos talents avec brio et vous faites preuve d'une endurance impressionnante. Ménagez vos forces et vous trouverez, au fur et à mesure de votre ascension, l'énergie pour mener à bien toutes vos tâches.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous aspirez à élargir vos horizons, à sortir de conditionnements pour bâtir sur le long terme ou vous engager dans un projet de vie qui vous ressemble. Vous serez probablement mobilisé toute de journée. Vous cherchez à vous imposer. Aujourd'hui, c'est avec diplomatie et gentillesse que vous composerez avec votre entourage. Vos proches en seront ravis ! Chacun se sentira écouté et compris. Bonne humeur et harmonie seront de retour dans votre quotidien. Que demander de plus !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous serez en petite forme et aurez du mal à suivre le rythme qui s'impose à vous. C'est dans le cadre de votre cocon intime que vous puiserez le maximum d'énergie pour retrouver de l'élan. Alors, prenez soin de vous détendre en compagnie de vos proches.

Le climat est dynamique mais fatigant, vous avez le sentiment de faire 10 choses à la fois et de courir partout sans être vraiment efficace. Probablement êtes-vous un peu trop rigide ? Essayez de vous adapter avec bonne humeur.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des dialogues constructifs qui vous ouvrent des portes intéressantes. Les liens nouveaux sont profitables aujourd'hui. La forme est au rendez-vous, mais vous en faites trop pour les autres et pas assez pour vous-même. Attention au surmenage !

Aujourd'hui, vous vous sentirez en totale osmose avec votre entourage. Cela vous rendra particulièrement joyeux et vous permettra de mieux comprendre certaines personnes. Le moment est donc idéal pour recréer une belle harmonie relationnelle, faire des projets communs et partager de bons moments.



Poisson (19 février - 21 mars)

Le manque de patience que vous éprouvez intimide certaines personnes autour de vous, restez tolérant. Vous auriez besoin de développer votre endurance musculaire. C'est le moment de dérouiller vos articulations.

Le ciel vous épargne, profitez de cette immunité relative pour avancer sans oublier de faire une pause pour vous ressourcer et continuer à évoluer. Si vous n'en faites qu'à votre tête, vous manquerez de souffle et de ressources pour gérer les événements.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Interpellation et avis aux membres du Conseil de l'opposition nationale - Réactions vives de l'opposition

1592 **Malikilé**



Le Combat de Yahya Samaké

Événements - Les élections de 2019 au Mali

Centre de Formation Professionnelle de Ségou - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

1593 **Malikilé**



Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Représentation au 1^{er} Forum Économique International de Bamako

1594 **Malikilé**



Justice internationale

Prise en compte des crimes de guerre

Politique sectorielle de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications

1595 **Malikilé**



Un tissu de mensonges?

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Gala de levée de fonds pour lutter contre la désignation - Une Initiative de Rotary Bamako Assisi et de l'Association Espoir en Rouge

1596 **Malikilé**



La rançon de la quête de souveraineté

CFI - Les États de l'Union CEEA

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

1597 **Malikilé**



Patchette Chaguel!

Prisonniers - Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA

Visite diplomatique de l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite - Le ministre Diop rencontre son homologue des Émirats Arabes Unis

1598 **Malikilé**



Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Conseil Assisi reçoit en audience l'ambassadeur russe

1599 **Malikilé**



Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique?

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23